



JAMAA GRANDS LACS

Un engagement pour le bien vivre-ensemble



Désarmement, Démobilisation et Réinsertion : Quels enjeux, défis et perspectives à l'Est de la RD Congo ?

MALAIKA KULIMUSHI Christian

Rapport

2022



JAMAA GRANDS LACS

Un engagement pour le bien vivre-ensemble

Désarmement, Démobilisation et Réinsertion : Quels enjeux, défis et perspectives à l'Est de la RD Congo ?

MALAIKA KULIMUSHI Christian

AVANT-PROPOS

Plus de trois décennies, l'Est de la République Démocratique du Congo vit au rythme des guerres et des conflits armés à répétition. Période durant laquelle l'expression de la mort a atteint son comble au détriment des forces de vie. Une logique de destruction de la dignité humaine s'est imposée sur les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, d'Ituri, de Maniema, de Tanganyika avec un encaissement exponentiel en perte des vies humaines, avec des fragmentations excessives des tissus sociaux, avec des viols et violences sexuelles faites aux femmes, des déplacements massifs des populations, l'enrôlement des enfants dans les forces et groupes armés, etc.

La quiétude vitale, la paix sociale et la culture du « bien vivre-ensemble » se sont vues fortement menacées par - une culture de la haine et de la peur, de la banalisation du crime et de la mort, de la politique de la destruction des valeurs humaines et l'effondrement des normes de vie collective ⁻¹ . Dans cette atmosphère d'embarras, d'incertitude et de perte, plusieurs conséquences sont visibles sur cet espace Est de la République Démocratique du Congo. Du point de vue économique, le niveau de vie des populations reste énormément précaire : chômage massif et pauvreté chronique, manque d'infrastructures décentes, etc., sont le lot quotidien des populations, et cela malgré la foison des ressources du sol et du sous-sol disponibles. Sur le plan socio-culturel, il s'est établi comme une sorte de crise de confiance suite au « sentiment d'humiliation séculaire semé comme un venin social dans les attitudes »² des différents groupes ethniques à l'Est de la République Démocratique du Congo. Sur le plan politique, il s'observe une forte menace de la souveraineté nationale suite aux différents envahissements qui privent à la Nation le contrôle de l'entièreté du territoire national

Les groupes armés se créent en l'interne sur fond de protectionnisme tribal et ethnique, sur la volonté d'une dictature de certaines tribus et ethnies sur d'autres avec une logique de construction et de protection de leur pouvoir, et de leur espace de vie qu'ils jugent être envahi par des « non originaires » de leurs milieux. L'ethnie est ainsi perçue pour beaucoup comme un « processus de domination politique, économique ou idéologique d'un groupe sur l'autre »³ . D'autres groupes armés sont d'origine étrangère. Ils ont trouvé dans l'espace Est du Congo un lieu fertile de leurs stupidités et ont réussi à y bâtir leurs bases de déstabilisation tant de la République Démocratique du Congo que de leurs pays de provenance, notamment le Rwanda pour les FDLR, l'Ouganda pour les ADF, le Burundi pour les FNL, etc.

Tous ces groupes tant locaux qu'étrangers, pillent, exploitent clandestinement et abusivement les richesses minières du pays, les ressources forestières, les champs, rançonnent les citoyens, et imposent leurs lois sur les espaces sous leur contrôle. Malgré l'action tant gouvernementale qu'internationale avec la présence de la Mission onusienne, MONUSCO, le mal demeure profond. Les massacres de masse sont toujours d'actualité à Beni, en Ituri, à Fizi-Minembwe, etc.

¹Kä Mana et Ulimwengu Biregeya (Sous dir), *Identités traumatique et mémoire humiliées dans la région des Grands Lacs. Construire une culture de résilience et une communauté de destin*, Pole Institute, Goma, 2017, p.11.

² Bernadette MUONGO, *La paix que les femmes veulent à l'Est de la République Démocratique du Congo, témoignage d'une reine Hunde du Nord-Kivu*, Pole Institute, Goma, 2016, p. 17.

³Alys TEGERA et Nene Morisho, *Bwito : Fleuron de la toute puissante industrie agricole devenu le dernier retranchement des FDLR rwandais*, Dossier Pole Institute, 2018, p.11

Les diverses tentatives de la restauration de l'Etat et la reprise du contrôle des espaces sous les mains des rebelles n'ont pas abouti à des fins heureuses. Bien d'accords de paix ont été signés avec certains belligérants dans l'objectif de décrocher un cessez-le-feu, les opérations militaires d'envergures ont été entreprises, Sokola I à Beni, Zaruba en Ituri, Sokola II au Sud-Kivu, etc., les initiatives de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) ont été mise sur pied, le Programme National de Stabilisation et Reconstruction (STAREC), la Commission Interprofessionnel d'Appui au processus de DDR (CIAP-DDRC) et maintenant DDRCS, mais le fossé reste toujours profond.

Dans ce nouveau rapport produit par JAMAA Grands Lacs au travers du programme de Recherche action, deux pistes sont explorées à savoir : l'analyse des enjeux et des défis qui entourent spécifiquement cette question de Démobilisation, Désarmement et Réinsertion dans la partie Est de la RD Congo, et la proposition des pistes essentielles à oser pour faire de ces initiatives DDR des véritables possibilités d'émergence d'une paix heureuse et durable dans une dynamique d'inter-fécondation et d'inter-enrichissement entre diverses ethnies et tribus de l'Est. Il ne s'agit pas seulement d'un rapport démonstratif des ressorts et des engrainages de la machine du mal de l'Est de la RDC, c'est surtout aussi, une proposition d'ouverture à d'autres champs de possibilités, à d'autres énergies du bien et à d'autres sphères de sens dans la joie d'un vivre-ensemble harmonieux. Il s'agit d'entrer dans un processus d'opposition aux forces de destruction de la dignité humaine à l'Est du Congo, l'élan de la célébration de l'humain, tout en sachant, comme dirait Camus, qu'il y a dans l'homme plus de choses à admirer que de choses à mépriser.

Nicolas **MUMBERE SIVIHWA**,
Coordonnateur régional.

EPIGRAPHE

Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix » **Acte constitutif de l'UNESCO**

DÉDICACE

Nous dédions ce travail à toutes ces personnes qui veillent nuit et jour pour que des confins de nos désespérances jaillissent la lueur de la paix.

A tous les jeunes activistes engagés dans la société civiles pour la construction d'une paix durable qu'ils trouvent ici l'expression de notre gratitude.

REMERCIEMENT

Nous remercions le dévouement de certaines autorités tant locales que nationales qui ont soutenu dans cette noble mission de recherche ;

A son Excellence Président de la République Démocratique du Congo, chef de l'Etat Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo ;

A son Excellence Monsieur le Ministre de la Défense et anciens combattants, Gén. KABANDA Gilbert ;

A son Excellence Monsieur le coordonnateur adjoint du Mécanisme National de Suivi des Accords-Cadres d'Addis-Abeba en République Démocratique du Congo MUTOMBO Patrick;

Au commandant de la 34 ème région militaire du Nord-Kivu, le général Edmond ILUNGA ;

Au commandant des opérations SOKOLA II du Nord-Kivu, le feu général Willy YAMBA ;

Aux leaders locaux et Nationaux, chefs des villages ;

Aux acteurs clés de la société civile, politique et leaders ecclésiastiques ;

À tous les vaillants militaires de la FARDC.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

- AFDL** : Alliance des forces Démocratique de libération ;
CNDP : Congrès national pour la défense du peuple ;
CNDP : Congrès national pour la défense du peuple ;
CIRGL : Conférence Internationale sur la Religion de Grands-Lacs
CIAP-DDR : Commission Interprofessionnel d'Appui au Processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion Communautaire
DDR : Désarmement Démobilisation Réinsertion
EX-FAR : Ancien Forces Armés Rwandaise
FARDC : Forces Armés de la République Démocratique du Congo
FDLR : Front de Libération du Rwanda ;
FNL : Front National de Libération
JGL : JAMAA Grands Lacs ;
LRA (ARL) : Armé de Résistance du Seigneur
M23 : Mouvement du 23 Mars ;
RCD : Rassemblement congolais pour la Démocratie ;
PDDRCS : Programme de Désarmement Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation
PNDDR : Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
RACP : Réseau d'Acteurs pour la Consolidation de la Paix.
STAREC : Programme National de Stabilisation et Reconstruction

1. PORTÉ DE L'ÉTUDE

Près de trois décennies de règne dictatorial en pleine guerre froide par le maréchal Mobutu, essentiellement au service des intérêts capitalistes, les conflits à l'Est de la RD Congo ont été terriblement intensifiés à la suite du génocide au Rwanda de 1994 ainsi que les événements liés au Burundi, qui virent des milliers de personnes fuir ces deux pays pour l'est de la RD Congo.

En effet, au moins 1 million de Rwandais ont fui vers l'ouest pour atteindre le Kivu, à l'est de la RD Congo. En même temps, de nombreux chefs, soldats et miliciens génocidaires ont fui le Rwanda pour se réfugier à l'Est du Congo, où ils avaient un accès illimité aux armes. C'était la formule idéale pour mener tout droit à la catastrophe. Les médias internationaux, qui ont d'abord ignoré puis mal interprété le génocide en le présentant comme de simples affrontements entre tribus, ont commencé à faire des camps des réfugiés du Kivu une cause de célébrité mondiale. L'aide étrangère et le personnel humanitaire étranger affluaient alors que les ex-FAR et les miliciens avaient pratiquement pris le contrôle des camps et bénéficiaient du travail de la communauté humanitaire.

Les ex-FAR se sont ainsi organisés en mouvement rebelle : les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda.

C'est dans cet environnement trouble que survient la première guerre du Congo, un conflit indescriptible intervenu de fin 1996 à 1997, au terme duquel le maréchal Mobutu Sese Seko est chassé du pouvoir par les rebelles soutenus par des États étrangers, notamment le Rwanda, l'Ouganda et l'Angola. Le chef rebelle Laurent-Désiré Kabila devient président et changea le nom du pays en République Démocratique du Congo. La guerre se traduit par le début des massacres de la population et posa les jalons de la deuxième guerre du Congo qui s'ensuit rapidement.¹

La deuxième guerre du Congo est un conflit armé très violent qui se déroule de 1998 à 2002, ayant conduit à l'assassinat de L-D Kabila en 2001, avec une fin formelle le 30 juin 2003. Elle impliqua neuf pays africains, et une trentaine de groupes armés, ce qui en fait la plus grande guerre entre États dans l'histoire de l'Afrique contemporaine. Elle est aussi surnommée la « grande guerre africaine » ou encore la « (première) guerre mondiale africaine ». Ce conflit extraordinaire a engendré de nombreux viols et massacres et entraîné le décès de plus de 4,5 millions de personnes. Des millions d'autres ont été déplacés de leurs terres.

Outre les forces négatives étrangères qui n'ont cessé de déstabiliser le Kivu (RCD, CNDP, M23, LRA, ADF, ...), des milices locales en grand nombre ont été organisées autour des intérêts souvent divergents : politiques, économiques, ethniques, ... Dans tous les cas, l'appui de l'Occident moyennant notamment la fourniture en armes est attesté par le fait que les rebelles enclavés dans la forêt sont toujours équipés des munitions à la hauteur d'affronter les forces loyalistes pendant plus de 20 ans.

¹Jason Stearns, *Dancing in the Glory of Monsters : The Collapse of the Congo and the Great War of Africa*, PublicAffairs, 2012.

Selon plusieurs acteurs, la présence de troupes étrangers en RDC et l'organisation des milices sont motivées par le projet de pillage systématique des ressources minières dans la région Est. Ceci est confirmé par un rapport de l'ONU demandé par le Conseil de sécurité qui décrit la stratégie des groupes armés présents dans la zone pour piller les ressources du sous-sol à leur profit, dans un contexte de massacres et de viols. L'emprise des multinationales et puissances occidentales sur les ressources stratégiques de l'Est de la RDC ne fait qu'aggraver la déstabilisation qui fait passer les incendiaires pour sapeurs-pompiers au travers d'une action humanitaire rendant la population vulnérabilisée dépendante des aides insignifiantes par rapport à leurs besoins vitaux. ²

2. CONTEXTE DE L'ÉTUDE

La RDC est l'unique pays d'Afrique subsaharienne qui partage ses frontières avec neuf pays voisins dont l'Angola, le Burundi, la Centric Afrique, le Congo Brazza, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie, l'Uganda, et la Zambie). Suite à un manque d'un cadre consistant de sécurisation du pays, et de mise en valeur d'une chaîne intégrée d'exploitation de ses richesses du sol et du sous-sol, ces derniers ont attiré la convoitise de certains pays voisins qui se sont rués sur les richesses du sol et du sous-sol congolais. Les armées étrangères ont occupé, sous le couvert des mouvements rebelles, une partie du territoire national. Cette situation a provoqué vers les années **1998-2001** l'une des crises les plus complexes de la sous-région des grands lacs africains³. L'ingérence des puissances régionales dans l'est du Congo s'est de nouveau accrue ces dernières années, en particulier dans des zones sensibles telles que les Hauts Plateaux du Sud-Kivu, où le Burundi et le Rwanda continuent de mener par procuration certaines de leurs luttes de pouvoir - tant à l'intérieur de chaque pays qu'entre eux. Au Nord-Kivu, le Rwanda est intervenu avec plus de force pour cibler les rebelles rwandais depuis l'arrivée au pouvoir du président Félix Tshisekedi en janvier 2019. Ces interventions régionales aggravent les conflits fonciers et les conflits liés aux ressources locales, ainsi que les luttes pour le pouvoir politique et coutumier. ⁴

Les différentes crises qui ont affecté la RD Congo dans la période allant de 1996 à 2012 ont pour origine l'environnement politique précaire qui a prévalu pendant cette période aussi bien à l'intérieur de la RDC que dans la Région des Grands lacs toute entière. Pour ce qui est de la RD Congo, il s'est observé un manque croissant d'une administration publique efficace et d'une armée structurée et mieux motivée, ce qui a rendu le pays un champ de fréquentation de toutes les forces du mal et plus spécifiquement la partie Est du pays.

²Jean-Paul Mopo Kobanda, *Les crimes économiques dans les grands lacs africains. 5 millions de morts pour les enrichir : les multinationales occidentales, le Rwanda, l'Ouganda et leurs complices congolais*, éd. Menaibuc, 2006.

³Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) version intérimaire, février 2014, page 4

⁴Baromètre sécuritaire du Kivu, « La cartographie des Groupes armés dans l'Est du Congo. Opportunité manquée, insécurité prolongée, et prophéties auto-réalisatrices », Février 2021. Disponible sur <https://kivusecurity.nyc3.digitaloceanspaces.com>

Malgré la signature de multiples accords faits pour la restauration de la paix, les différentes rebellions ont renforcé les tensions ethniques dans les provinces d'Ituri, Maniema, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, Kasai. Ainsi donc l'environnement politique du Nord Kivu à l'Est de la RDC est caractérisé depuis plus de trois décennies par une instabilité politique et des conflits armés dont la population a dû payer un lourd tribut .⁵ Déjà le pays a atteint un record de 5,5 millions de personnes déplacées à travers le pays . Tel on a vécu au cours des années entre 1991 et 2003 :

- En 1991, le pillage des biens des populations ;
- En 1993, les conflits interethniques dans le Masisi ;
- En 1994, l'afflux massif des réfugiés rwandais ayant déversé tous les Interahamwe génocidaires du Rwanda sur le sol congolais ;
- Entre 1995-1996, les différentes razzias des soldats de Mobutu à travers les opérations Mbata et Kimya ;
- Novembre 1996, la première guerre de libération par l'AFDL ayant entraîné des morts et éparpillé les Interahamwe dans la Province et le pays.
- Août 1998, la deuxième guerre dite de libération par le RCD.
- En 2000, la balkanisation du pays avec le RCD original et le RCD-KML et cela jusqu'à juillet 2003 où l'on a réalisé la réunification du pays.⁶

Dans le cadre de la stabilisation de la sous-région des grands lacs en général et de la RDC en particulier, après trois décennies de conflits armés ou des rebellions soutenues par les pays voisins, et suite à une fissure profonde de la cohésion sociale à l'interne, des efforts de paix ont été entrepris par la communauté internationale sous l'égide des Nations Unies, de l'Union Européenne et des Etats africains à travers la SADEC et la CIRGL.

Pour apporter solution à la crise, différents efforts sont partis des balaies diplomatiques vers des accords de paix comme (1) l'accord de LUSAKA (2) l'accord global et inclusif sur la transition signé le 17 décembre 2002 à PRETORIA et encodé à Sun City en avril 2003 qui a ouvert le pays à la perspective de la réunification, de la pacification et de la réconciliation nationale (3) l'accord cadre pour la paix signé le 24 février 2013 à Addis-Abeba sur la sécurité et la coopération de la RDC avec ses pays voisins, la réforme structurelle des institutions de l'Etat Congolais y compris les finances d'une part, et d'autres part, aux états de la région de s'abstenir d'apporter tout soutien aux groupes armés et d'interférer dans les affaires intérieures des Etats voisins et de faciliter l'administration de la justice grâce à la coopération judiciaire dans la région.

⁵Comité provincial des stratégies de réduction de la pauvreté « CP-SRP »décembre 2005, page 19

⁶Baromètre sécuritaire du Kivu, « La cartographie des Groupes armés dans l'Est du Congo. Opportunité manquée, insécurité prolongée, et prophéties auto-réalisatrices », Idem.

Néanmoins, les groupes armés sont encore très actifs dans l'ensemble de la partie Est de la République Démocratique du Congo et plus particulièrement dans la province du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri. Selon les derniers inventaires datant de 2020, on compte maintenant 122 groupes armés actifs dans tout l'est du Congo (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri et Tanganyika) . Parmi eux, ceux qui sont internes, c'est-à-dire mise en place par les autochtones ou les populations locales, selon tels ou tels autres motifs⁸ ; mais aussi ceux qui sont externes, autrement-dit issus d'initiatives des groupes allochtones, parmi eux les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda, les Forces Démocratiques Alliés ADF de l'Uganda⁹ , Front National de Libération FNL du Burundi, etc. La prolifération de ces groupes armés fait suite à la défaillance d'initiatives de traques des groupes armés par le gouvernement congolais, au non-aboutissement du programme de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion des combattants sorties des groupes armés, ainsi que la persistance des insuffisances identifiées dans le processus de réforme des services de sécurité, de la justice, de la redevabilité gouvernementale et de la justice sociale.

Les conséquences sont telles que les conflits armés sanglants, les violations massives des droits humains, les déplacements massifs des populations, l'enrôlement des enfants dans des forces et groupes armés pour devenir des machines à tuer, l'esclavagisme des femmes et enfants dans des puits miniers, etc. demeurent d'actualité dans la partie Est de la République Démocratique du Congo. Et cela malgré les interventions tant étatiques que paraétatiques, nationales qu'internationales.

Plusieurs rapports ont mis en lumière les dégâts liés à cette situation. Bien au-delà du nombre exponentiel des morts, des victimes violés, des maisons incendiés, des enfants qui ont vu leur avenir saccagé compte tenu de leur entrée forcée dans des groupes armés, des déplacements massifs des populations, cette situation s'est ancrée aussi dans le tissu social, jusqu'à le rendre fragile. Les conflits sont maintenant d'ordre communautaire, comme le fait savoir Bernardin Ulimwengu « bien souvent, les relations entre ces entités sont gérées sur base des éléments qui les opposent plutôt que ceux qui les unissent. De ces antagoniques résulte que les gens se perçoivent non en fonction du positif qu'il y a chez l'autre mais au contraire en raison de l'impossibilité de collaborer, l'autre étant perçu comme foncièrement mauvais, et la cause du malheur des autres »¹⁰ . Compte tenu de l'histoire chargée de zones d'ombres, de moins en moins les communautés ont du mal à se voir du côté de ce que l'autre peut avoir à apporter de positif pour la construction de soi-même dans un esprit d'attente mutuel.

⁸Bien souvent c'est au motif d'autoprotection que ces groupes armés sont mise au point.

⁹Sont responsables de plus des meurtres des civiles que d'autres, l'on estime à 37% leur part de contribution dans les massacres des masses qu'a connu la partie Est de la RD Congo.

¹⁰Ulimwengu Biregeya Bernardin, *Le potentiel de paix à travers les ressources culturelles des communautés ethniques du Nord-Kivu, Goma, Dossier Pole Institute, 2020, p.15.*

3. JUSTIFICATION DE L'ÉTUDE

Au cours de ces dernières années, la RD Congo a connu une longue période de conflits nationaux et régionaux, qui ont entraîné la destruction du tissu économique du pays, la dégradation de ses finances publiques, et le recrutement massif des enfants dans les forces et groupes armés. Malgré ses immenses richesses minières et énergétiques et l'étendue de ses terres arables, le pays est aujourd'hui parmi les plus pauvres au monde.

De toutes ces décennies de guerres à répétition, plusieurs approches ont été essayées pour diminuer l'ampleur de l'insécurité à l'Est de la République Démocratique du Congo, malheureusement cela n'a toujours pas débouché à des issues favorables. Dans la visée derrière étant de faire ressortir les éléments constituant les forces et groupes armés pour les réorienter soit dans la vie civile, ou dans le processus d'intégration de l'armée régalienne, des accords de cessez-le-feu et de paix ont été signés entre les belligérants en 1999 à Lusaka (Zambie), en 2002 à Sun City (Afrique du sud) et en 2003 à Dar Es Salam, et le pays a organisé en 2006 des élections générales, qui ont ouvert la voie à une stabilité momentanée, après une longue période de transition politique. A la suite de la signature des différents accords de cessez-le-feu et de paix, le pays a mis en œuvre en 2004 un Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion (PNDDR) avec l'appui du Programme multi-pays de démobilisation et de réintégration (MDRP). Il visait à pacifier le pays et garantir sa stabilité, pour une relance durable des activités économiques. Les objectifs du PNDDR étaient de :

- a) désarmer tous les combattants souhaitant accéder au statut de « démobilisé» ;
- b) démobiliser ceux remplissant les conditions pour permettre le retour à la vie civile des ex-combattants à travers un processus de réduction des effectifs des forces ou groupes armés et;
- c) réinsérer les démobilisés dans les pratiques sociales et économiques de la communauté de son choix, dans des conditions et opportunités similaires à celles des autres membres de la communauté.

Bien d'autres programmes ont été mise sur pied pour ce faire par le gouvernement national et sous l'accompagnement de ses partenaires traditionnels, avec la mission onusienne en tête d'affiche. Néanmoins, il s'est avéré que l'ensemble de ces programmes en tant que voie de solution à la problématique de l'insécurité à l'Est de la RD Congo se sont vu confronter à des défis colossaux qui étaient liés soit à la définition des axes majeurs prioritaires, soit aux stratégies d'action, soit au choix de leurs animateurs, soit à l'insuffisance des moyens, soit à un manque de vision à long terme qui frisait un certain tâtonnement dans les actions sur le terrain.

Résultat : beaucoup d'éléments ayant la volonté de rejoindre la vie civile, se sont retrouvés délaissés à leur triste sort, et à contre cœur, ils ont continué avec leur œuvre de déstabilisation de la nation.

Ce qui fait que les communautés locales peinent encore à avoir un envol décisif partant des potentiels internes qu'elles regorgent compte tenu du climat permanent d'insécurité et des tensions de toute sorte alimentées par ces groupes armés, et cela malgré toutes les initiatives de « Désarmement, Démobilisation et Réinsertion »¹¹ entreprises sous la direction du Programme National de Stabilisation et Reconstruction (STAREC) dont la vision première était d'œuvrer à la restauration de l'autorité de l'Etat dans des zones touchées par les conflits armés et ouvrir des couloirs aux acteurs des groupes armés pour leur réintégration dans la vie civile, et de la Commission Interprofessionnel d'Appui au processus de DDR (CIAP-DDRC).¹² Conscient de cet échec le gouvernement de la République a mis en place un nouveau programme de Démobilisation, Désarmement, Relèvement communautaire et Stabilisation/DDRCS, dont l'objectif est d'apporter un certain nombre de reformes sur cette question de DDR.

C'est dans cette orientation que le Réseau d'Acteurs pour la Consolidation de la Paix/RACP avec l'Institut de Recherche sur la Paix et la Bonne Gouvernance en Afrique de Jamaa Grands Lacs, avaient lancé depuis 2018 une série de recherches sur cette question, dans l'objectif de mettre en lumière les enjeux de fond qui entourent cette question, de déduire les défis qui s'y imposent et qui contrarient souvent son succès, tout en dégagant des nouvelles perspectives en vue des actions plus efficaces et plus efficientes dans l'avenir.

Soulignons qu'il s'observe de plus en plus une carence des documents sur une analyse critique de cette question, hormis des descriptions sommaires qui bien souvent se tiennent à élucider les actions des programmes qui ont été mise en œuvre. Dans la présente étude nous partons des données de terrain pour dégager une orientation analytique des dynamiques de DDR qui ont été mise en œuvre jusqu'alors, pour afin arriver à mettre en œuvre une base de propositions selon l'échelle de faisabilité.

¹¹Signalons ici qu'après l'échec du troisième programme de « Désarmement, Démobilisation et Réinsertion » dans la partie Est du pays/DDR3 qui devait voir le jour en 2015, malheureusement en vain, un nouveau programme de Démobilisation, Désarmement, Relèvement communautaire et Stabilisation/DDRCS est en cours de mise au point.

¹²Nicolas Mumbere Sivihwa, *Etat de siège en province du Nord-Kivu : enjeux, défis et perspective pour la consolidation de la paix*, in collection de la conférence annuelle, Réseau des Chercheurs congolais sur la paix et la sécurité, 2021.

4. VISÉE DE L'ÉTUDE

4.1. Objectif principal

Sachant que le processus de Démobilisation, Désarmement et Réinsertion/DDR est l'une des solutions majeures dans la lutte contre l'activisme des groupes armés et une des voies de construction et consolidation de la paix, l'OPD JAMAA Grands Lacs/JGL se propose d'analyser les enjeux, les défis et les perspectives pour le renforcement de ce processus en vue d'une paix durable à l'Est de la République Démocratique du Congo.

4.2. Objectifs stratégiques

Etant donné que la question de Démobilisation, Désarmement et Réinsertion est vaste, la présente étude vise spécifiquement :

- Dégager une vue d'ensemble sur la question de DDR dans la province du Nord-Kivu ;
 - Déduire les actions d'échecs et de réussites qui ont été mise en œuvre jusqu'alors tant par les institutions étatiques que des acteurs paraétatiques ;
 - Identifier les blocages majeurs qui ont constitué des véritables goulots d'étranglement pour la réussite de ce processus à l'Est de la République Démocratique du Congo ;
 - Relever des pistes envisageables pour rendre efficace et efficiente la dynamique de Démobilisation, Désarmement et Réconciliation dans la partie Est de la République Démocratique du Congo.

5. RÉSULTAT ATTENDUS

La présente étude envisage d'atteindre les résultats ci-dessus :

- une vue d'ensemble sur la question de DDR dans la province du Nord-Kivu dégagée ;
 - Les actions d'échecs et de réussites qui ont été mise en œuvre jusqu'alors tant par les institutions étatiques que des acteurs paraétatiques déduites ;
 - Les blocages majeurs qui ont constitué des véritables goulots d'étranglement pour la réussite de ce processus à l'Est de la République Démocratique du Congo identifiés ;
 - Des pistes envisageables pour rendre efficace et efficiente la dynamique de Démobilisation, Désarmement et Réconciliation dans la partie Est de la République Démocratique du Congo relevés.

6. APPROCHES MÉTHODOLOGIQUES

Cette étude fait recours à une méthode exploratoire dans la mesure où elle a impliqué une certaine familiarité avec les groupes à étudier, comme il en est le cas dans une observation participante où le chercheur participe à la vie du groupe. Cette méthode se distingue de l'observation non participante où le chercheur observe « de l'extérieur » la vie et les comportements des individus et groupes concernés. La participation à la vie d'un groupe peut se faire à des degrés variables et il est rare qu'un chercheur y participe totalement. Cependant, plus une méthode, exploratoire ou non, suppose une implication forte du chercheur dans le milieu étudié, plus il doit être conscient de certaines difficultés et problèmes pratiques.¹³

Cette méthode a permis la collecte de points des vues des acteurs des forces et groupes armés sur l'approche de Démobilisation, Désarmement et Réinsertion, elle a également permis de déduire une vue globale sur la question en allant à la rencontre de cette réalité sociale dans son épaisseur du réel.

Nous avons joint à cette méthode une technique documentaire, pour questionner les considérations d'autres chercheurs sur cette préoccupation.

7. SUBDIVISION

Hormis la partie introductive, la présente étude est composée de la partie méthodologique qui a permis la collecte des informations nécessaires. Par la suite nous présenterons les résultats de terrain sur les démarches du processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion, sur lesquels nous nous fonderons pour donner des orientations d'actions.

¹³Luc Van Campenhoudt Raymond Quivy, *Manuel de Recherche en science sociale, 4ème édition revue et augmenté*, Dunod, Paris, 2011, p. 74.

CHAPITRE I : PRÉSENTATION DES RÉSULTATS SUR LES DÉFIS DE DDR À L'EST DE LA RD CONGO.

Dans cette partie il sera question de faire un exposé sur le déroulement du processus de DDR et de collecte des données sur le terrain. Signalons d'avance que l'étude s'est déroulée sur la province du Nord-Kivu. À termes, les résultats de cette recherche action ont abouti à la reddition de 370 combattants, parmi eux 233 garçons et 49 enfants associés aux forces et groupes armés tous garçons, et 57 filles dont 27 EAFGA mineures. En plus de 41 enfants de 1 à 7 ans des parents combattant rendus.

I. DANS LE TERRITOIRE DE RUTSHURU AVEC L'ALLIANCE DES FORCES DE RÉSISTANCE CONGOLAISE

En date du 15 Mars 2020, nous quittons Goma à 9h du matin avec deux jeep Land cruiser et l'autre jeep militaire avec transportant 10 éléments FARDC du SIKOLA II parmi lesquelles 2 officiers pour notre sécurité lors de cette mission de Recherche action pour la reddition du groupe armé Mai-Mai dénommé « **Alliance des Forces de Résistance Congolaise** », AFRC en sigle, opérationnel à Kafunzo dans le Parc National de Virunga en territoire de Rutshuru au Nord-Kivu du Général autoproclamé KAKULE MASIVI Jeteme.

Avant d'arriver à Nyakakoma, l'Armée renforce notre mesure de sécurité avec 12 autres militaires FARDC basés à Nyamilima. Un accueil chaleureux nous avait été réservé par la communauté riveraine de Nyakakoma en présence d'un délégué du gouverneur de la province, quelques officiers militaires FARDC et de la Police Nationale, les Agents de l'ANR, le représentant de la société civile, le chef du village, le représentant de la jeunesse.

Dans notre entretien le général Jeteme a pu manifester sa volonté pour sortir de la brousse sur base d'un certain nombre de conditions à savoir :

Encadré N°1 : Conditions préalable de sortie lors de l'état de lieu et négociation.

Nous voudrions bien sortir de gré sans contrainte de la part de qui que ce soit, néanmoins nous avons besoin que si une fois le processus de démobilisation débute il faudrait qu'il arrive à la fin.

Source : Entretien avec le Général autoproclamé KAKULE MASIVI Jeteme.

Commentaire : Il ressort de ces propos que la majeure partie des acteurs actifs dans les forces et groupes doutent de l'efficacité des initiatives de démobilisation, car beaucoup de ces dernières débutent mais ne s'achèvent pas. D'où la condition préalable ci-haut pour le responsable de ce groupe armé. Il s'avère que beaucoup d'acteurs qui alimentent ces groupes armés sont prêt d'entrer dans le processus de démobilisation et désarmement, cependant ils ont des difficultés à faire confiance aux initiatives allant dans ce sens.

Encadré N°2 : Fixation des conditions et des jours probables de reddition

La nécessité de la sécurité des jeunes sorties de ces groupes, armés, le doute planait en pensant qu'en sortant ces jeunes seront mis en prison. Nous avons besoin de la garantie. Et pour cette raison la décision est de faire sortir un petit nombre (une quarantaine) pour voir la manière dont ils seront sécurisés avant une décision définitive de faire sortir d'autres.

Source : Entretien avec le Général autoproclamé KAKULE MASIVI Jeteme.

Commentaire : Après la première sortie, une équipe est allée renégocier à Kafuzo dans la fin fond du parc de Virunga pour la sortie du reste des hommes ce qui a abouti à une reddition de masse.

Résultat partielle de l'initiative

Après la manifestation de cette volonté, il eut une séance de partage d'un verre, d'un repas de fraternité dans une orientation symbolique de virement vers un autre processus, celui de l'édification de la paix. Et après 298 éléments sont sorti de ce groupe armé et ont été acheminés à Mubambiro en transitant par Nyongera où ils ont été accueillis par le Général Willy YAMBA sous l'escorte des FARDC.

II. DANS LE TERRITOIRE DE LUBERO À MIRIKI AVEC L'UNION DES PATRIOTES POUR LA DÉFENSE DES INNOCENTS

Nous quittons Kiwanja le 17 mars 2020 à 8 heure du matin pour aller à Miriki, un village situé dans le territoire de Lubero pour échanger et prendre contact avec le Général autoproclamé KITETE BUSHI du groupe armé dénommé Union des Patriotes pour la Défense des Innocents, UPDI en sigle. Nous faisons d'abord escale à Kasondo aux 3401 régiments à 11 heures pour présenter nos civilités au Commandant de ce régiment et lui demandé de renforcer notre sécurité. Il nous donne 24 autres militaires pour faire Miriki puisque c'était une zone à haut risque. Au total, nous étions escortés par 34 militaires FARDC lourdement armés.

A 16 heures, nous retournons à Kirumba, une cité située dans le territoire de Lubero pour y passer la nuit dans un hôtel sur place et le lendemain nous reprenons la route à 6 heures du matin pour regagner Miriki. Nous y arrivions à 10h30 et heureusement après 2 heures d'attente, le Gén autoproclamé KITETE BUSHI apparaît et arrive sur le lieu d'échange, escorté par plus ou moins 60 combattants Mai-Mai bien armés, à son arrivé quelque chose frappe, il est en tenue militaire FARDC

Encadré N°2 : La nécessité d'une sortie sans intermédiaire

Nous sommes prêts à rendre les armes et rejoindre le combat du chef de l'Etat pour la promotion de la paix. Cependant, nous ne sommes pas d'accord s'il sera question d'entrer dans la même perspective ancienne de reddition négociée en privé avec des individus. Nous voulons une reddition sérieuse de masse prise en charge complètement par le gouvernement de la République.

Source : Entretien avec le Général autoproclamé Kitete Bushi

Commentaire : Il s'avère que la plupart de ceux qui alimentent les groupes armés ont la volonté de pouvoir rendre les armes, cependant, il s'est installée une crise de confiance sur le processus de reddition, vu les souvenirs qui n'ont pas abouti à des issues heureuses.

Encadré N°3 : Obstacle sécuritaire au processus de reddition

Nous ne voulons pas sortir et que les FDLR viennent occuper les zones actuellement sous notre contrôle. Nous aimerions avoir la garantie de la part du gouvernement pour la sécurisation de nos concitoyens et la sécurité de nos biens.

Source : Entretien avec le Général autoproclamé Kitete Bushi.

Commentaire : La plupart des groupes armés ont pour motif d'assurer la protection de leurs communautés et de leur terre. Il s'avère de plus en plus que les forces et groupes armés ont du mal à se rendre compte tenu de l'incertitude qui plane sur la détermination de l'armée régalienne. Ce qui fait que malgré les appels qui sont lancés, ces groupes armés ne cessent pas leur activisme.

Encadré N°4 : La reddition, un besoin exprimé

Nous sommes déjà fatigués d'être à la merci des tireurs des ficelles qui nous ont promis ciel et terre, mais qui jusque-là n'ont rien fait de significatif pour notre contrat ici. Nous sommes prêts à rendre les enfants pour qu'ils se construisent d'autres perspectives de vie selon leur choix. Pour ceux qui voudront redevenir civils tant mieux, pour ceux qui voudront poursuivre l'aventure militaire qu'ils y entrent maintenant d'une manière officielle et sous l'entière responsabilité du gouvernement.

Source : Entretien avec le Général autoproclamé Kitete Bushi.

Commentaire : Cet encadré révèle que les seigneurs de guerre expriment maintenant de plus en plus leur besoin depuis le changement du régime Kabila. Certains pensent qu'il n'y a plus de raison de continuer avec leur activisme. Beaucoup d'entre eux sont arrivés à un stade de prise de conscience de la manipulation de certains gens véreux qui les encourageaient dans leurs affaires, sans se rendre compte que cela impactait négativement le processus de développement durable de leurs milieux de vie.

Encadré N°5 : L'exploitation positive des éléments sortis des forces et groupes armés

Notre volonté est de voir nos enfants être cantonnés non loin de leur espace de vie, ici à Lubero. Nous proposons qu'ils soient cantonnés à Kasando près de la brousse de Miriki et non pas à Mubambiro. Nous aimerions qu'à la longue chacun selon le chemin qu'il choisira soit utile avant tout à son territoire et à l'ensemble de la République.

Source : Entretien avec le Général autoproclamé Kitete Bushi.

Commentaire : Désormais les acteurs des groupes armés ont compris qu'ils n'ont rendu service à la nation en suivant leur voie et que la nécessité de faire un revirement s'impose, pour faire de cette main d'œuvre une base de reconstruction de leurs milieux locaux.

Résultat partiel

Après un bref moment de dialogue ou d'échange, il y avait la présence des officiers des FARDC, représentés par Major Balume chargé de renseignement de 3401 régiment suivi des Officiers de l'UPDI du Général autoproclamé KITETE BUSHI.

En ce jour, une seule revendication avait été à l'ordre du jour : comment se fixer la date de la prochaine reddition du Groupe Armé UPDI. Ce dernier nous fait savoir qu'il fait partie d'une plateforme des Groupes Armés Mai-Mai ayant un effectif de plus au moins 15000 combattants opérants dans le Nord et Sud-Kivu. Ce leader nous garantit être prêt de se rendre avec sa troupe et ses armes, mais avec quelques conditions liées au lieu de regroupement et d'encadrement des rendus. Le Général autoproclamé a remercié l'engagement du Chef de l'État qui a pris l'initiative de ramener la paix à l'Est du pays et dans la région de Grands Lacs, et nous a encouragé de continuer notre travail de recherche action pour la facilitation des redditions des Groupes Armés à l'Est.

Le Général autoproclamé KITETE BUSHI précisa ensuite qu'ils sont prêts à sortir de la brousse à l'instant même si la prise en « charge holistique » de ses rendus sera assurée par le gouvernement congolais.

III.TERRITOIRE DE RUTSHURU AVEC LE MOUVEMENT DE FORCE POPULAIRE À VICHUMBI, KAMANDI, CHANIKA ET LUNYASENGE

En date du 1er Avril 2020, nous quittons la ville de Goma à 8h30, nous arrivons à Vichumbi à 13h, accompagnés exceptionnellement par le commandant de la 34eme Région Militaire, Général Edmond ILUNGA Mpeko actuellement chef d'Etat-major adjoint de force terrestre, lui-même avec 38 autres militaires, la presse Militaire pour une mission de recherche, d'échange et de confirmation de la reddition du groupe armé Mai-Mai dénommé « Mouvement de Force Populaire » MFP en sigle, opérant à Chanika, Vichumbi, Kamandi et Lunyasenge vers le Lac Édouard dans le Parc National de Virunga en territoire de Rutshuru et Lubero au Nord-Kivu dirigé par un Colonel autoproclamé Kadima Mboneza qui occupe ces Zones.

A Vichumbi, nous organisons une réunion de planification des activités avec le commandant du 34eme Région Militaire, le Général Edmond ILUNGA Mpeko puis nous prenons le bateau militaire pour Kamandi Lac, où nous sommes accueillis par la population riveraine, les terriens, le chef du village, le délégué du Gouverneur, la société civile et les militaires de la 3401ème Régiment. Après les honneurs, nous organisons une séance de travail avec les militaires de la place pour la planification des activités prévues pour le lendemain et le Commandant Région retourne à Goma, en nous laissant entre les mains des militaires de la place.

Le matin, l'équipe continue son chemin et prend une pirogue Motorisée louée et nous partons vers Chanika où nous y rencontrons ce groupe armé MFP avec plus de 70 combattants Mai Mai qui nous attendaient. Leur unique revendication est la délimitation du Parc National de Virunga, car cette question constitue la cause de leur existence et résistance. Ce Mouvement nous confirme aussi qu'il est prêt à sortir dans ces zones qu'il occupe avec un nombre élevé de plus de 250 combattants Mai-Mai et une grande quantité d'armes.

Encadré N°6 : L'incertitude dans la vie d'après la démobilisation

Nous avons la volonté de sortir de la brousse si seulement le gouvernement dispose des moyens nécessaires pour assurer notre survie.

Source : Entretien avec le Colonel autoproclamé Kadima Mboneza.

Commentaire : Depuis cette rencontre jusqu'à aujourd'hui, aucune reddition de masse n'avait été organisée malgré le suivi. Le gouvernement évoquait qu'il n'a pas les moyens d'organiser sa reddition. Ce général autoproclamé a été tué par balle et enterré au mois de décembre 2021.

CHAPITRE II : PERSPECTIVES POUR DES NOUVELLES ORIENTATIONS D'ACTIONS

Il ressort de tout ce qui précède que les enjeux dans le cadre de la Démobilisation, la Désarmement et la Réinsertion sont d'intérêt national en ce sens que la paix et le développement à l'Est de la RD Congo en dépendent. C'est donc plus que souhaitable que les actions du programme DDRCS atteignent les résultats escomptés. Toutefois, les défis sont énormes dans la mesure où les miliciens remettent en cause la crédibilité du processus du programme compte tenu des échecs constatés dans le passé. D'autres miliciens craignent pour la sécurité de leurs communautés et leurs terres qui sont susceptibles d'être envahies une fois la reddition faite.

Cependant, des perspectives prometteuses pointent à l'horizon. Dans le but de favoriser une dynamique de succès durable du programme DDRCS, nous il sied de tenir compte des pistes suivantes :

- Organiser des programmes sérieux d'encadrement des rendus qui sont à l'origine des groupes armés et de l'insécurité à l'Est du pays;
- Intégrer les Ex chefs leaders des groupes Armés rendus dans le processus de sensibilisation des Groupes Armés à l'Est du pays;
- Réaménager les centres de cantonnement avant toutes les autres redditions envisagés, tels que ces groupes Armés nous avaient recommandé ;
- Prendre totalement en charge le programme et en faire une priorité de manière à éviter toute rupture dans le processus. Globalement, les jeunes miliciens sont disposés à se rendre mais ils hésitent surtout par manque de poursuite du processus jusqu'au bout. La mobilisation de toutes les ressources nécessaires est un élément important mais aussi la sanction de tout détournement et toute mégestion ;
- Mettre en place une dynamique de participation communautaire dans tout le processus allant de la sensibilisation à la réinsertion effective en passant par l'éducation à la paix et la dénonciation des semeurs de l'insécurité au sein des communautés locales ;
- Favoriser aux jeunes gens une insertions effective et durable selon leurs aspirations : intégration socioéconomique de ceux qui veulent retourner dans la vie civile et intégrer via l'académie militaire pour ceux qui veulent poursuivre le métier des armes ;
- Rétablir l'autorité de l'État sur toute l'étendue du territoire national afin de mettre fin une fois pour toute cette tendance d'autodéfense communautaire suite à l'insécurité grandissante ;
- Promouvoir les initiatives d'encadrement et d'entrepreneuriat de la jeunesse tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Il est à noter que le chômage généralisé des jeunes les prédispose à la manipulation politicienne allant jusqu'à intégrer des milices rebelles faute d'orientation viable;
- Asphalter les routes nationales (RN2, RN3, RN4 et RN5) et réaménager les routes des désertes agricoles pour non seulement donner de l'emploi à la jeunesse mais aussi aux ex-combattants pour permettre l'écoulement de produits de première nécessité vers le centre de consommation;
- Créer une route pour séparer le parc de Virunga et territoire de Beni;

- Construire à l'intérieur du Sud-Kivu du Nord-Kivu et de l'ituri des camps militaires pour éviter le banditisme dans les milieux urbains;
- Mettre en place une équipe d'éducation de la population sur le terrorisme;
- Identifier la population qui habite dans les zones opérationnelles par un pro lo-giciel afin de connaître l'effectif exact où réel de la population dans les zones en conflits, leur généalogie et leurs fonctions dans la communauté;
- Restructurer les services de sécurité dont l'ANR, DGM , la police, les militaires etc., qui sont depuis des décennies affectés à un même endroit car ces derniers se seraient plongés dans les antivaleurs;
- Sécuriser les frontières, Congolo-Rwandaise, Congolo-Burundaise et Congolo-Ougandaise;
- Décourager le commerce fait par les militaires et leurs permettre d'accéder à leur solde et la nourriture.

BIBLIOGRAPHIE

Livres

- Aloys TEGERA et Nene Morisho, Bwito : Fleuron de la toute puissante industrie agricole devenu le dernier retranchement des FDLR rwandais, Dossier Pole Institute, 2018.
- Bernadette MUONGO, La paix que les femmes veulent à l'Est de la République Démocratique du Congo, témoignage d'une reine Hunde du Nord-Kivu, Pole Institute, Goma, 2016.
- Jason Stearns, Dancing in the Glory of Monsters : The Collapse of the Congo and the Great War of Africa, PublicAffairs, 2012.
- Jean-Paul Mopo Kobanda, Les crimes économiques dans les grands lacs africains. 5 millions de morts pour les enrichir : les multinationales occidentales, le Rwanda, l'Ouganda et leurs complices congolais, éd. Menaibuc, 2006.
- Kä Mana et Ulimwengu Biregeya (Sous dir), Identités traumatique et mémoire humiliées dans la région des Grands Lacs, Construire une culture de résilience et une communauté de destin, Pole Institute, Goma, 2017.
- Luc Van Campenhoudt Raymond Quivy, Manuel de Recherche en science sociale, 4ème édition revue et augmenté, Dunod, Paris, 2011.
- Nicolas Mumbere Sivihwa, Etat de siège en province du Nord-Kivu : enjeux, défis et perspective pour la consolidation de la paix, in collection de la conférence annuelle, Réseau des Chercheurs congolais sur la paix et la sécurité, 2021.
- Ulimwengu Biregeya Bernardin, Le potentiel de paix à travers les ressources culturelles des communautés ethniques du Nord-Kivu, Goma, Dossier Pole Institute, 2020

Webographie

- Baromètre sécuritaire du Kivu, « La cartographie des Groupes armés dans l'Est du Congo. Opportunité manquée, insécurité prolongée, et prophéties auto-réalisatrices », Février 2021. Disponible sur <https://kivusecurity.nyc3.digitaloceanspaces.com>.

Site web : www.jamaa-grands-lacs.org

ANNEXES

PROTOTYPES



En échange avec le Général autoproclamé KAKULE MASIVI Jeteme accompagné de 50 de ses combattants à Nyakakoma.



En échange avec le Général autoproclamé KAKULE MASIVI Jeteme accompagné de 50 de ses combattants à Nyakakoma.



Rencontre avec le général autoproclamé KITETE BUSHI avec un accompagnement d'une soixantaine de ses combattants Mai-Mai (surprenant) en tenue militaire FARDC.



Le 23 Mars 2020, première phase de reddition du Groupe Armé AFRC du général autoproclamé KAKULE MASIVI Jeteme avec un nombre de 67 combattants Mai-Mai à Kafunzo munis de quelques armes, accompagnés par l'un de ces officiers Mai-Mai dont le nom de SADIKI Luando.



Le 26 Mars 2020, lors de la sortie de plus 250 combattants à Kafunzo avec armes légères et lourdes



Processus d'accueil des rendus par des FARDC à BURAMBA



JAMAA GRANDS LACS

Un engagement pour le bien vivre-ensemble

JAMAA Grands Lacs
Goma, Nord-Kivu, RDC
Av. Bukonde, Q. Katoyi, N°03
Tél : (+243) 9915155541, (+243) 850066765
(+243) 991 674 407
Site web : www.jamaa-grands-lacs.org
Email : jamaa.grandslacs@gmail.com,
info@jamaa-grands-lacs.org

